



SOUS EMBARGO JUSQU'AU MARDI 28 OCTOBRE 2014, 6 h HNE

Bilan Innocenti 12 : les enfants canadiens de la récession

Principales conclusions

Conclusions relatives au Canada :

1. La récente crise financière de 2008 à 2012, appelée la grande récession, a été le pire ralentissement économique depuis la Seconde Guerre mondiale. **Dans les pays les plus riches, les conditions de vie se sont dégradées pour des millions d'enfants : cela aurait pu être évité.** Les mesures et les politiques gouvernementales ont eu une influence majeure et, dans certains pays, elles ont permis de protéger les enfants contre les pires conséquences de la crise. En revanche, dans d'autres nations, elles ont creusé les inégalités et dégradé les conditions de vie.
2. **Au Canada, les politiques de tous les paliers gouvernementaux ont permis de protéger les enfants de certains des pires ravages de la récente crise financière.**
 - Les politiques qui ont contribué à protéger les enfants de la pauvreté comprennent : la prestation canadienne de revenu familial axée sur les enfants, comme la Prestation nationale pour enfants et le Supplément de la prestation nationale pour enfants, et certaines provinces qui ont réduit le risque de pauvreté chez les enfants au moyen d'objectifs explicites de réduction de la pauvreté et d'une augmentation des prestations de revenu et des services pour les enfants.
3. **Au Canada, moins d'enfants vivent aujourd'hui dans la pauvreté.** Le taux de pauvreté chez les enfants au Canada a diminué de deux points de pourcentage en tombant à 21 pour cent, et 180 000 enfants sont sortis de la pauvreté. De façon tout à fait remarquable, ce taux a diminué de sept points dans les familles monoparentales. En revanche, le taux de pauvreté chez les enfants a augmenté de trois points de pourcentage, en moyenne, dans les pays industrialisés.
4. **Pendant la crise, les jeunes se sont trouvés dans un « circuit d'attente ».** Alors que le taux de chômage chez les jeunes a augmenté pendant la récession, le nombre de jeunes aux études a également connu une hausse, car ces enfants plus âgés ont cherché à améliorer leur accès à l'emploi.
 - Le taux NEET (le nombre de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation) est demeuré relativement stable au Canada, à dix pour cent (comparaison des taux au début et à l'issue de la crise), mais le taux de chômage chez les jeunes a augmenté de deux points, à quatorze pour cent, depuis 2008, ce qui correspond à un taux deux fois supérieur à celui de la population en général. Il y a eu une augmentation des inscriptions aux études postsecondaires et aux stages, ce qui indique que les jeunes Canadiennes et Canadiens font ce qu'ils peuvent pour avoir un meilleur accès à l'emploi. En revanche, le taux NEET a augmenté dans la plupart des pays pour atteindre, dans certains, plus de 25 pour cent.
5. **Les enfants ne s'en sont pas tous bien tirés.** Au Canada, les mesures de protection des enfants n'ont pas été équitables. L'écart de pauvreté chez les enfants s'est creusé de deux points, et les plus démunis ont sombré plus profondément dans la pauvreté. Les familles comptant plus de deux enfants, de même que les enfants autochtones et les enfants migrants, étaient plus susceptibles d'être pauvres. Au Canada, les taux de pauvreté et de chômage chez les enfants étaient supérieurs à ceux dans la population en général. Les enfants ne doivent pas porter le poids des crises économiques.



6. **Davantage de Canadiennes et de Canadiens perçoivent que les enfants ont moins de possibilités.** La grande récession a également donné lieu à une augmentation du degré de stress familial et à une diminution du nombre de Canadiennes et de Canadiens qui croient que les enfants ont suffisamment de possibilités d'apprendre et de s'épanouir; sur cette question, le Canada se classe en effet dans le tiers inférieur des 41 pays étudiés.
7. **Au Canada, le taux de pauvreté chez les enfants demeure beaucoup trop élevé.** Maintenant que la récession est terminée, il est temps pour tous les gouvernements du Canada de tirer parti de leurs efforts couronnés de succès et d'accorder la priorité aux enfants dans leurs décisions financières et politiques. Qu'il s'agisse de chercher à équilibrer les budgets ou à dépenser les surplus budgétaires, il faut accorder la priorité absolue aux enfants. Tous les enfants ont droit à un niveau de vie adéquat pour leur développement et leur bien-être. C'est dans leur intérêt supérieur et dans le nôtre en tant que nation.
8. En tant que chef de file mondial en matière de connaissances relatives à l'enfance, l'UNICEF s'est engagé à recueillir et à diffuser des données essentielles sur la situation des enfants dans le monde. Depuis les douze dernières années, l'organisme a publié une série de rapports annuels sur le bien-être des enfants dans les pays industrialisés. La publication de ces données et de ces analyses procure aux parlementaires et aux décisionnaires les renseignements dont ils ont besoin pour prendre des décisions qui sont dans l'intérêt supérieur de chaque enfant.

UNICEF Canada demande à tous les paliers gouvernementaux du Canada de faire deux choses :

1. D'adopter une stratégie **accordant la priorité absolue aux enfants**, c'est-à-dire d'établir un plan d'urgence pour la prochaine période de ralentissement économique. Cette stratégie doit comprendre :
 - une **politique explicite** accordant aux enfants la priorité, afin qu'ils soient les premiers à bénéficier de la relance et les derniers à subir les compressions budgétaires;
 - une **enquête statistique rapide** afin de mesurer en quoi les enfants sont touchés et d'orienter des mesures immédiates. Cette enquête doit comprendre l'opinion des jeunes et intégrer une mesure des privations comparable à celle utilisée dans les pays européens, afin de déterminer en quoi les conditions de vie des enfants changent;
 - un **fonds de réserve**, afin d'investir dans des mesures de protection du revenu familial et des services à l'enfance, incluant un supplément temporaire de la prestation pour enfants et des programmes visant à stimuler la participation des jeunes dans le marché du travail, l'éducation et la formation;
 - un principe visant à **n'exclure aucun enfant**, afin d'atteindre un juste équilibre entre les interventions universelles et ciblées pour les enfants les plus démunis;
 - une **étude** menée par le Parlement et les assemblées législatives provinciales et territoriales sur les conséquences de la crise sur les enfants; des audiences d'enfants et de jeunes; et un éventail de points de vue des services d'éducation, de santé, de développement du jeune enfant, des services à la jeunesse, de protection de l'enfant et des services judiciaires, afin d'orienter les mesures de rétablissement et de tirer des leçons pour la prochaine fois.
2. **D'améliorer le bien-être des enfants au Canada** au moyen :
 - d'une **stratégie coordonnée** visant à faire progresser le bien-être de l'enfant, qui occupe le 17^e rang parmi les pays riches relativement à l'indice de bien-être de l'UNICEF, avec des objectifs établis en fonction de ce qu'obtiennent les pays les mieux cotés et de « seuils » sous lesquels les indicateurs de bien-être ne devront pas se situer;
 - **de méthodes d'évaluation d'impact** de toutes les décisions politiques sociales et fiscales concernant les enfants, afin d'accorder à ces derniers la priorité à laquelle ils ont droit, et de



prédire et d'améliorer les retombées de ces décisions sur les enfants, y compris les plus vulnérables;

- d'un **commissaire national aux enfants**, afin de surveiller et de faire état de la situation des enfants.

Conclusions relatives **aux pays industrialisés** :

- Que la situation économique soit bonne ou mauvaise, les enfants n'ont qu'un seul départ dans la vie, et donc une seule chance d'en avoir un bon. La grande récession de 2008 à 2011 n'a pas été uniquement une crise économique, mais un recul en matière de bien-être des enfants.
- La pauvreté globale a augmenté de près de deux points de pourcentage, en moyenne, mais la pauvreté chez les enfants a connu un accroissement supérieur, soit d'environ trois points de pourcentage. Dans les pays les plus durement touchés, ce sont les enfants qui ont le plus souffert et qui en subiront le plus longtemps les conséquences.
- La pauvreté chez les enfants a augmenté dans plus de la moitié des pays industrialisés, créant ainsi trois millions d'enfants pauvres de plus, pour un total de 76,5 millions dans les 41 pays les plus riches.
- La grande récession a bouleversé la vie des familles, principalement en raison du chômage et des compressions dans les services. Dans les pays industrialisés, un tiers des familles ont accusé des pertes salariales, et ce sont les familles avec des enfants qui ont le plus perdu (sur la base d'un échantillonnage de 17 pays).
- Les familles avec des enfants sont plus susceptibles de connaître la « pauvreté des travailleurs », ce qui signifie travailler tout en vivant sous le seuil de pauvreté, laquelle est passée de sept à onze pour cent.
- Les taux de chômage et de sous-emploi chez les jeunes ont atteint des niveaux alarmants dans de nombreux pays. Le taux de chômage chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté dans 34 des 41 pays étudiés.
- Les difficultés ne sont pas terminées pour les enfants et leur famille, et beaucoup mettront des années à retrouver le niveau de bien-être qu'ils connaissaient avant la crise.